

Jeunes ruraux Les laissés-pour-compte du système éducatif

INJUSTICE Difficultés scolaires accrues, ambitions bridées, isolement géographique... Grandir à la campagne réduit encore les chances de réussite. Sur le terrain, des acteurs tentent d'enrayer cette spirale

La crise des Gilets jaunes a rendu visible cette « France périphérique » faite de bourgs et de petites villes tenus à l'écart des centres métropolitains. Sept ans plus tard, le sentiment d'abandon n'a pas disparu. Selon un sondage Ifop pour le réseau d'écoles Excellence Ruralités, publié début décembre, près de neuf Français sur dix estiment que les territoires ruraux sont délaissés par les politiques publiques. Et, dans ce contexte, l'école apparaît, pour plus de huit Français sur dix, comme un levier essentiel pour ne pas décrocher du reste du pays. Mais pour les 33 % d'élèves qui grandissent dans les campagnes, elle peine à remplir cette mission : selon l'Insee, huit des dix départements comptant le plus de jeunes sans emploi ni formation sont ruraux. À titre d'exemple, à Paris, 3 % des jeunes de 16 ans et plus sortis du système scolaire se trouvent dans cette situation, tandis qu'ils sont 17,4 % dans l'Yonne.

Les données rassemblées par Excellence Ruralités mettent au jour un triple verrou. D'abord, le niveau scolaire dans les campagnes est globalement plus faible. Dès l'entrée en sixième, les évaluations nationales révèlent un taux d'élèves en difficulté nettement supérieur à la moyenne nationale. À la fin du collège, l'écart se creuse encore : en 2021, la DEPP (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance de l'Éducation nationale) observait un net décrochage des jeunes ruraux au brevet. Deuxième frein : une autocensure qui conduit nombre d'élèves à renoncer d'eux-mêmes aux filières les plus ambitieuses, même lorsqu'ils en ont les capacités. Seuls 48 % d'entre eux envisagent un parcours qu'ils jugent ambitieux, contre 67 % en région parisienne. « Le territoire pèse sur les ambitions, et avec lui l'origine sociale, rappelle la députée centriste du Puy-de-Dôme Delphine Lingemann. En milieu rural, les parents ont en moyenne fait deux fois moins d'études supérieures que

les parents des jeunes urbains : cela joue fortement sur les perspectives que les enfants s'autorisent pour leur avenir. »

Florence Rizzo, cofondatrice d'Ecolhuma – une association engagée dans l'accompagnement des équipes éducatives –, insiste sur l'importance des « rôles modèles », ces figures inspirantes qui permettent de se projeter dans un parcours. Seuls 28 % des jeunes ruraux déclarent en avoir un, contre 42 % des urbains. « Lorsqu'on grandit dans un petit village, sans parents diplômés ni repères sur les études supérieures, il est difficile d'imaginer des trajectoires auxquelles personne autour de soi n'a eu accès. » Cette pénurie de repères s'explique aussi par l'évolution sociale de ces territoires. « La désindustrialisation a profondément transformé la vie de nombreuses petites villes, souligne le sociologue Jérôme Fourquet. Quand une usine ferme ou que les cadres n'y habitent plus, ce sont des références, des parcours possibles, qui disparaissent du paysage. »

Enfin, l'éloignement géographique limite considérablement les possibles. Plus les établissements sont éloignés, moins il est facile de s'engager dans une seconde générale pour qui le souhaite. Résultat, les lycées ruraux orientent majoritairement vers les filières professionnelles (61 % des élèves, contre 39 % en ville), tandis que 70 % des formations post-bac restent concentrées dans les grandes métropoles. « La question de la mobilité est centrale, analyse Florence Rizzo. Quand on vit dans un petit village, rejoindre le collège ou le lycée implique souvent plus d'une heure de bus le matin. Cette réalité se prolonge après le bac. Pour accéder à des études supérieures, il faut quitter son village, financer un logement en ville, parfois dans une ville encore plus éloignée. C'est un coût supplémentaire, qui n'a rien d'anodin pour les familles. »

Face à ces réalités, la réponse institutionnelle demeure limitée. Les politiques d'éducation prioritaire continuent de se concen-

trer sur les quartiers urbains. À niveau social ou scolaire identique, un jeune rural a trois fois moins de chances de bénéficier de ces dispositifs qu'un jeune urbain. Les enfants des campagnes sont aussi moins nombreux à pouvoir changer d'établissement lorsque leur scolarité se déroule mal : 27 % des collégiens des métropoles sont scolarisés dans le privé contre 15 % des ruraux. Cet accès restreint à des alternatives pédagogiques prive les familles de solutions pour des élèves en difficulté.

Toutefois, des dispositifs commencent à porter leurs fruits. Les « Cordées de la réussite » offrent à des élèves un tutorat assuré par des étudiants du supérieur, qui les aident à se projeter et à découvrir les parcours possibles. Autre levier, les Territoires éducatifs ruraux (TER) mobilisent enseignants, élus et acteurs locaux. « Concrètement, il s'agit d'accompagner chaque élève individuellement : faire venir des lycéens pour présenter les filières,

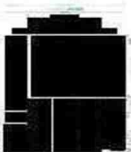
organiser des rencontres avec des professionnels », détaille Delphine Lingemann. Dans le même esprit, les « lycées des métiers » – ils sont près de 800 – valorisent des filières liées à l'économie locale et offrent des perspectives réelles à ceux qui souhaitent rester dans leur région.

Pédagogies structurées

Pour combattre l'éloignement, des campus délocalisés voient le jour. En Auvergne, par exemple, des antennes de l'enseignement supérieur se trouvent à Aurillac, au Puy et à Vichy. Selon Delphine Lingemann, d'ici 2027 ces sites pourront accueillir la première année de médecine. Sur le front de la réussite scolaire, les internats d'excellence montrent également leur efficacité : ils divisent par deux le décrochage et leurs élèves affichent un taux de réussite au bac supérieur de 5 à 10 points par rapport à la moyenne locale.

Mais, au-delà de ces leviers institutionnels, Jean-Baptiste Nouailhac, cofondateur et direc-





teur d'Excellence Ruralités, appelle à « libérer les énergies éducatives ». « Il faut permettre aux professeurs d'innover pédagogiquement, de monter des établissements scolaires autour d'eux, adaptés aux réalités de leur territoire. Je vois beaucoup de jeunes professeurs qui se tournent vers nous, avec une logique d'entrepreneurs sociaux : ils veulent rejoindre une population, se mettre à son service. Cela répondrait en outre à la crise d'attractivité du métier d'enseignant », explique-t-il. C'est ce qu'il a entrepris il y a sept ans en ouvrant, à La Fère (Aisne), une école rurale conçue pour accueil-

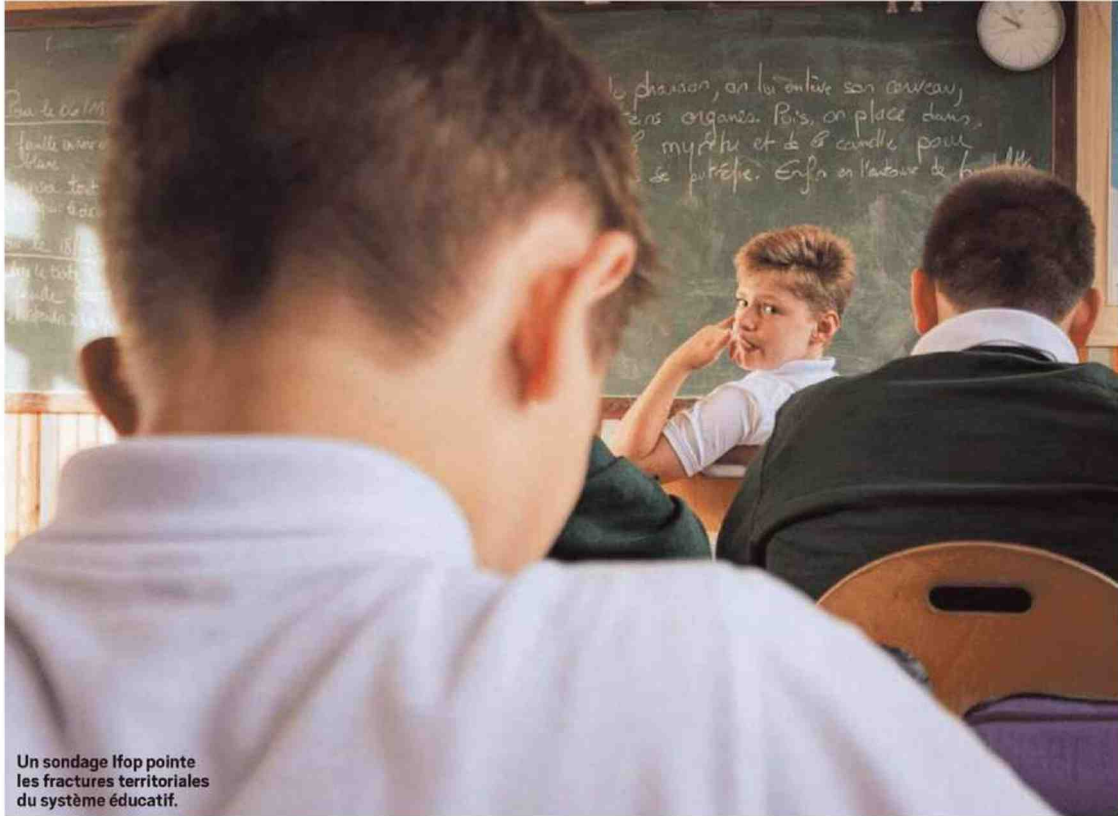
lir des élèves décrocheurs ou en grande difficulté. Le réseau s'est depuis étendu, en s'appuyant sur des équipes formées à des pédagogies structurées et à un accompagnement individuel intensif. Les résultats sont là : « Depuis quatre ou cinq ans, les élèves issus des 10 % de familles les plus défavorisées obtiennent aux épreuves écrites du brevet les mêmes notes que les 10 % les plus favorisés », se félicite Nouailhac.

Reste que ces projets demeurent trop souvent un parcours du combattant. « L'Éducation nationale a longtemps regardé les initiatives extérieures avec méfiance, comme

si elles portaient un agenda idéologique caché, déplore Jérôme Fourquet, mais aujourd'hui, face aux constats que nous dressons, il est indispensable d'ouvrir les portes : toutes les bonnes volontés doivent être bienvenues. » ●

ÉLISABETH CAILLEMER

Globalement, le niveau scolaire est plus faible dans les campagnes



Un sondage Ifop pointe les fractures territoriales du système éducatif.

LOUIS JAMIN/EXCELLENCE RURALITÉS

